

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS

2013-2014

**Demande de renseignements particuliers
de la deuxième opposition**



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS

2013-2014

**Demande de renseignements particuliers
de la deuxième opposition**



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

#	TABLE DES MATIÈRES
2.	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer : <ol style="list-style-type: none">le lieu ;le coût ;la ou les dates de participation ;le nombre de participants ;le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;le nom de la formation ou de l'activité.
3.	Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4.	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun : <ol style="list-style-type: none">son mandat ;la liste des membres ;le budget dépensé ;le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;les résultats atteints.
5.	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6.	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2012-2013. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.
7.	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8.	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
9.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.
10.	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 : <ol style="list-style-type: none">la liste de tous les concours et tirages effectués ;les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

#	TABLE DES MATIÈRES
11.	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none">• le nom de toutes les campagnes;• les coûts de ces campagnes;• le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;• les dates de diffusion de la campagne;• les objectifs visés par chaque campagne.
12.	Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : <ol style="list-style-type: none">a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;c) le montant qui leur a été accordé.
13.	Pour les conflits de travail recensés au Québec par le Ministère du Travail, fournir pour les années 2011-2012 et 2012-2013 les données suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le nombre de conflits de travail;• la durée moyenne de ces conflits;• le nombre de demandes de médiation;• le nombre de médiateurs nommés par le Ministère;• les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical) ;• l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre) ;• les coûts engendrés par ces demandes de médiation.
21.	Concernant les avis émis par le Ministère du Travail, pour les années 2011-2012 et 2012-2013, fournir les données suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la liste de tous les avis de non-conformité qui ne respectent pas la loi.
22.	Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2012-2013 en incluant les coûts et les appels d'offre.
23.	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au Comité consultatif du travail et de la main d'œuvre (CCTM) et copie des avis transmis au cours des deux dernières années en indiquant l'état des travaux en cours.
24.	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et en cours.
25.	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.
26.	Détails sur les comptes de dépenses, incluant la date, le montant de la dépense, et la nature de la dépense, de tous les membres du cabinet du Ministre, pour 2012-2013.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 2

Titre :

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Vous réferez à la question 8 des renseignements généraux.

SOURCE : MESS – DGARH – 2012-12-28

VALIDATION : MESS – DGARBFM – 2012-12-28

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 3

Titre

Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Le ministère du Travail est en entente de services avec le Centre des services partagés du Québec (CSPQ) pour ses ressources informationnelles.

Sommes dépensées du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012: **813 600 \$**

Répartition : 753 600 \$ pour les services de base et 60 000 \$ pour les services d'amélioration continue.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (10-01-2013)

VALIDATION: 14-01-2013

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 4

Titre

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2012-2013 :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints

1. Comité de suivi interministériel du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie (pilote par le ministère de la Justice par le biais du Bureau de lutte contre l'homophobie)

Mandat : Veiller à ce que les orientations et les stratégies d'intervention des ministères relatives à la lutte contre l'homophobie s'harmonisent et puissent se traduire par une action intégrée et cohérente

Membres : Donald Baillargeon (ministère de la Famille), Véronique Baril (ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire), Marc Boucher (ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles), Denise Desmeules (Secrétariat aux affaires autochtones), Marcelle Gendreau (ministère de la Culture et des Communications), David Galarneau (ministère du Travail), Fahkri Gharbi (Secrétariat à la jeunesse), Maude Laflamme (Agence de Développement économique du Canada), Michel Lavallée (ministère de la Santé et des Services sociaux), Anick Lemieux (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport), Roger Noël (responsable) (ministère de la Justice), Véronyck Fontaine (ministère de la Sécurité publique), Sylvie Poudrier (Secrétariat aux affaires autochtones), Mike Rousseau (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale).

Résultats : implantation et suivi des mesures gouvernementales.

Budget : aucun budget particulier.

2. Réseau gouvernemental des répondants en matière de politique familiale

Mandat : Assurer la concertation et l'échange d'information, de favoriser la mise en commun de l'expertise et la valorisation des bonnes pratiques ainsi que de mener à bien certains projets touchant la famille et les enfants.

Membres : des représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, du ministère de la Famille, de l'Office des personnes handicapées du Québec, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, du ministère du Travail, du Secrétariat aux affaires autochtones, de la Régie des rentes du Québec, du ministère de la Culture et des Communications, du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, du ministère de la Justice, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du

ministère des Finances et de l'Économie, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère de la Sécurité publique, de la Société d'habitation du Québec et du Secrétariat à la jeunesse.

Membres pour le MTRAV : Josée Marotte

Résultats : implantation et suivi des mesures gouvernementales.

Budget : aucun budget particulier

3. Groupe de travail sur les agences de placement temporaire (Piloté par Revenu Québec)

Mandat : Analyser différents moyens pour mieux cibler les entreprises faisant usage de stratagèmes d'évasion fiscale et assurer une meilleure protection aux travailleurs. Ce comité résulte de l'annonce budgétaire 2011-2012 du gouvernement du Québec et a été réitéré dans le budget de l'automne 2012.

Membres : des représentants de la Commission des normes du travail, de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, du Directeur des poursuites criminelles et pénales, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère du Travail et de Revenu Québec.

Membres pour le MTRAV : Steve Audet et Patrice Tremblay / Avocats : Marie-Ève Beaulieu et Jean-Martin Poisson

Budget : aucun budget particulier

4. Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés

Mandat : Assurer la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés recrutés à l'étranger, notamment par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien.

Membres : Jane Pycock (responsable) (ministère du Travail), Audrey Pichette (ministère du Travail), Marie-Claude Delisle (ministère des Relations internationales), Anne Des Roches (Commission des normes du travail), Robert Rodrigue et Antoine Saint-Amant (Commission de la santé et de la sécurité du travail), Denis Laberge (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation), François Plourde (ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles), Marie Carpentier (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse).

Résultats : Assure un suivi et un canal de communication entre les différents ministères et organismes concernant les travailleurs étrangers temporaires. Réalisation d'outils pour informer les travailleurs étrangers temporaires de leurs droits en matière de travail au Québec. Élaboration de mécanismes pour prévenir les risques d'abus et assurer la surveillance du respect des lois et des normes en matière de travail au Québec.

Budget : aucun budget particulier

5. Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Nouveau-Brunswick sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction

Mandat : Surveiller l'application de l'entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux chantiers et traiter toute autre question pertinente.

Membres : pour le Québec : Normand Pelletier, sous-ministre adjoint aux politiques et à la

recherche, ministère du Travail; Sylvie Larivière, directrice de la qualification, Commission de la construction du Québec; Michel Sauvé, conseiller, ministère du Travail.

Résultats : Maintien d'un climat harmonieux entre le Québec et le Nouveau-Brunswick en ce qui a trait à la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

Budget : aucun budget particulier

6. Comité interministériel sur la mobilité de la main-d'œuvre

Mandat : Assurer la coordination de la mise en œuvre de la Stratégie d'intervention en matière de mobilité de la main-d'œuvre.

Comité sous la responsabilité du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Membre : Normand Pelletier

Résultats : implantation et suivi des mesures gouvernementales.

Budget : aucun budget particulier.

7. Alliance recherche université-communautés, ARUC-innovations, travail, emploi

Mandat : Une recherche partenariale permettant de mieux comprendre les innovations en milieu de travail et leurs conditions associées, soit la formation et les protections sociales, en vue de contribuer à une amélioration des performances économiques et sociales.

Membres : l'ARUC est gouvernée par un conseil d'administration (C.A.), formé des deux codirecteurs de l'ARUC, de quatre chercheurs universitaires assumant la coresponsabilité d'un axe, de tous les représentants des partenaires institutionnels et d'un représentant des étudiants. Le rôle du C.A., qui se réunit au moins deux fois par an, est de déterminer les grandes orientations stratégiques de l'ARUC en regard de la recherche et de la diffusion, de l'attribution des ressources, de la définition générale des modes de fonctionnement et de l'appréciation des réalisations. Membre pour le ministère du Travail : Martine Poulin.

Résultats : identification des grandes orientations.

Budget : aucun budget particulier

8. Comité de politique stratégique de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO)

Mandat : ACALO sert de tribune pour l'échange d'information et d'idées concernant des questions liées au monde du travail. Par l'entremise de ce forum, il est question d'identifier des problèmes, politiques, programmes et sujets de préoccupation communs et d'initier des projets communs; de travailler à résoudre les problèmes nationaux qui ont une incidence sur les questions de travail; et d'initier des programmes de perfectionnement professionnel au sujet de certains secteurs de travail.

Membres : Le comité de politique stratégique est composé de représentants de chaque administration provinciale et du gouvernement fédéral. Membre pour le ministère du Travail : Martine Poulin

Budget : aucun budget particulier

9. Comité interministériel du 200 pour le développement durable

(Programme de navettage durable, Défi climat, matières compostables)

Membres : Le comité est composé de représentants des ministères occupant le 200 Chemin Ste-Foy à Québec, en l'occurrence, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, l'Institut de la Statistique du Québec, la Commission de l'Équité salariale et la Commission de la protection du territoire agricole. Membre pour le ministère du Travail : Martin Blais

Résultats : implantation de mesures pour le développement durable, comme le navettage.

Budget : aucun budget particulier

10. Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum

Mandat : Définir un cadre de référence afin de guider les décisions relativement à l'évolution du salaire minimum et proposer un processus qui faciliterait la prise de décision.

Analyse triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum, consultation lorsque le ratio entre le salaire minimum et le salaire horaire moyen excède 0,47, ou lorsqu'un projet de modification du salaire minimum a pour effet d'accroître ce ratio.

Membres : Michel Voisard, Fulbert Tchana Tchana et Daniel Richard du ministère des Finances et de l'Économie, Guy Baillargeon du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (observateurs : Jean-François Côté de la Commission des normes du travail, Mawuto Toulan du Secrétariat à la condition féminine) Membres pour le ministère du Travail : Martine Poulin (coordonnatrice), Jean-François Boivin

Budget : aucun budget particulier

11. Comité interministériel sur la santé publique

Mandat : L'article 54 de la Loi sur la santé publique, en vigueur depuis le 18 juin 2002, prévoit que « le ministre est le conseiller du gouvernement sur toute question de santé publique. Il donne aux autres ministres tout avis qu'il estime opportun pour promouvoir la santé et adopter des politiques aptes à favoriser une amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population. À ce titre, il doit être consulté lors de l'élaboration des mesures prévues par les lois et règlements qui pourraient avoir un impact significatif sur la santé de la population ».

Membres : Tous les ministères. Membre pour le ministère du Travail : Richard Saint-Laurent

Budget : aucun budget particulier

12. Comité interministériel sur le développement durable (CIDD)

Mandat : Le CIDD est d'abord un lieu d'échanges, d'information et de promotion du développement durable. Il soutient et accompagne le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDFP) pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Pour ce faire, il favorise la concertation et l'harmonisation des diverses interventions menées au sein de l'administration publique québécoise.

Le CIDD participe à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.

Membres : Tous les ministères. Membre pour le ministère du Travail : Normand Pelletier

Budget : aucun budget particulier

13. Réseau de répondants gouvernementaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Mandat : assurer le suivi du plan d'action et la reddition de comptes prévue à la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membres : Tous les ministères. Membre pour le ministère du Travail : Jean-François Boivin.

Résultats : mise en oeuvre des mesures gouvernementales

Budget : aucun budget particulier

14. Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques (RVIPP)

Mandat : Le RVIPP a été créé en 1999 principalement pour enrichir la réflexion des décideurs. En informant de façon continue les autorités des tendances et des faits porteurs qui influent sur les politiques publiques, il leur fournit un éclairage complémentaire pour la prise de décision.

Membres : Tous les ministères et plusieurs organismes du gouvernement du Québec. Le réseau est coordonné par le ministère du Conseil exécutif. Membre pour le ministère du Travail : Jean-François Guilloteau

Budget : aucun budget particulier

15. Table d'accompagnement-conseil des entreprises du secteur privé (TACEP)

Mandat : Les membres de la TACEP souhaitent aider les entreprises québécoises à prendre le virage du développement durable.

Membres : Pilotée par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, aujourd'hui le ministère des Finances et de l'Économie, la TACEP est composée d'une quinzaine de ministères et d'organismes publics. La TACEP est un groupe de concertation formé de ministères et d'organismes gouvernementaux dont les principaux mandats visent l'entreprise. Membre pour le ministère du Travail : Martin Blais

Budget : aucun budget particulier

16. Comité interministériel sur l'élaboration d'une norme (Bureau de normalisation du Québec, BNQ)

Mandat : L'objectif de ce comité est l'élaboration d'un document normatif destiné aux employeurs sur les bonnes pratiques visant à favoriser le prolongement volontaire de la vie active des travailleurs en fin de carrière.

Membres : Ministère de la Famille et des Aînés, Centre de liaison sur l'intervention de prévention psychosociale, Commission des normes du travail, Fédération des caisses populaires du Québec, CSMO, Emploi Québec, Banque nationale du Canada, Réseau FADOQ, CSMOCA, Commission des droits de la personne, Comité sectoriel de la main d'oeuvre (CSMO-ÉSAC) et l'Institut national de la santé publique. Membre pour le ministère du Travail : Richard St-Laurent

Budget : aucun budget particulier

17. Comité ad hoc interministériel d'Évaluation du Projet intégrée de la Force de Travail (GIFT)

Mandat : Le comité s'inscrit dans le cadre des projets mobilisateurs de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2010-2013 du ministère des Finances et de l'Économie (MFE). Ce comité avait comme mandat d'analyser le respect des critères d'excellence et de qualité indiqués dans l'appel de proposition du projet, d'examiner le montage du projet et de recommander, le cas échéant, l'appui du projet ainsi que le montant de l'aide financière à accorder.

Membres : Le comité est aussi composé de représentants du ministère des Finances et de l'Économie (MFE) et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). Membre pour le ministère du Travail : Richard St-Laurent

Budget : aucun budget particulier

18. Comité interministériel d'évaluation du plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015

Mandat : Les principales fonctions du comité consistent à : recenser et partager toutes les évaluations du plan d'action réalisées par les ministères et organismes concernés; commenter les méthodes, les outils, le cadre et la réalisation de l'évaluation du plan d'action; s'assurer que les résultats des évaluations soient disponibles en 2014 pour alimenter le prochain plan d'action 2015-2020.

Membres : Les membres sont représentants des divers ministères. Le comité est coordonné par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Membre pour le ministère du Travail : Thuy-Lan Lam

Résultats : implantation et suivi des mesures gouvernementales.

Budget : aucun budget particulier

19. Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme (GRAEP)

Mandat : Instaurer un réseau de partage des expertises et des expériences en évaluation de programme entre les ministères et organismes; jouer un rôle de représentation et de conseil auprès des organismes centraux; promouvoir la fonction d'évaluation de programme et organiser des forums d'échange; soutenir les dirigeants des ministères et organismes du gouvernement du Québec dans l'implantation des fonctions de suivi de gestion et d'évaluation de programme (programmes, stratégies, interventions, politiques, services, projets et activités).

Membres : Le GRAEP regroupe les personnes qui assument la responsabilité d'implanter et de réaliser la fonction d'évaluation de programme dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec. Membre pour le ministère du Travail : Thuy-Lan Lam

Budget : aucun budget particulier

20. Comité interministériel concernant les Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (FAMMO)

Membres : Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère du Travail, l'Office des professions du Québec.

Mandat : Pour un nouvel espace économique et visant plus particulièrement la mobilité de la main-d'œuvre professionnelle, ce comité est destiné à soutenir des projets des ordres professionnels et des organismes régissant l'accès aux métiers réglementés de la construction et

hors constructions, pour faciliter et accélérer la reconnaissance des compétences des personnes formées à l'extérieur du Québec et qui se portent candidats (es) à l'exercice d'une profession ou d'un métier réglementé au Québec.

Résultats : Les travaux se réalisent tel que prévu.

Budget : Aucun budget rattaché à ce mandat, cependant les dépenses du fond sont approuvées par les membres du FAMMO et un rapport est produit annuellement par l'Office des professions du Québec.

21. Comité interministériel sur l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)

Membres : L'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) réunit les coordonnateurs en sécurité civile de chaque ministère et organisme gouvernemental concerné.

Mandat : L'OSCQ planifie les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale, et en cas de sinistre majeur, coordonne les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile.

Résultats : mise en place de mesures pour la sécurité civile.

Budget : Aucune dépense.

22. Comité de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO).

Membres : ACALO est une association formée des sous-ministres responsables du travail des gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux et des chefs d'organismes de sécurité et de santé au travail.

Mandat : ACALO sert de tribune pour l'échange d'information et d'idées concernant des questions liées au monde du travail. Par l'entremise de ce forum, il est question d'identifier des problèmes, politiques, programmes et sujets de préoccupations communs et d'initier des projets communs; de travailler à résoudre les problèmes nationaux qui ont une incidence sur les questions de travail; et d'initier des programmes de perfectionnement professionnel au sujet de certains secteurs de travail.

Sous la supervision du forum des directeurs généraux des services de conciliation, médiation et arbitrage, une formation à l'intention des médiateurs-conciliateurs des différentes provinces et du fédéral a été dispensée au printemps 2011. Pour son expertise, le Québec est sollicité et activement impliqué dans l'élaboration des programmes de formation pour lesquels des rencontres ont eu lieu en 2012-2013. L'objectif pour cette année a été de finaliser un guide à l'intention des médiateurs expérimentés.

Résultats : Les travaux se sont réalisés tel que prévu.

Budget : Chaque province assume ses frais.

23. Comité interministériel : Association of Labor Relations Agencies (ALRA)

Membres : ALRA est une association d'organismes gouvernementaux du Canada et des États-Unis oeuvrant dans le domaine des relations du travail et de la législation se rattachant au monde du travail. Le ministère du Travail est représenté par Daniel Cholette.

Mandat : L'ALRA s'est donné comme mandat de promouvoir la coopération entre les organismes membres en matière de relations du travail et de législation dont notamment les services de médiation, de conciliation, d'enquête, d'arbitrage ainsi que sur les pratiques ayant un impact sur l'amélioration des relations employés/employeurs. Partage d'informations sur les nouvelles législations.

Résultats : coopération entre les organismes membres et échange d'information.

Budget : Chaque État ou province assume ses frais de participation aux différentes instances de l'ALRA.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2013-01-11)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 5

Titre :

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

RÉPARTITION DU PERSONNEL OCCASIONNEL PAR REGROUPEMENT

Secteur du Ministère	2012-2013 (au 30 novembre 2012)	
	Nbre	%
Bureau de la sous-ministre (BSM)	1	33,3 %
Direction générale des politiques et de la recherche (DGPR)	2	66,7 %
Total	3	100,0 %

En 2012-2013, le nombre d'employés occasionnels est de 3, ce qui représente 2,3 % de l'effectif du Ministère. De plus, parmi les 5 recrutements réguliers effectués cette année, 3 occasionnels ont été régularisés, d'où un taux de titularisation de 60,0 %.

Source : Données extraites du SAGIP à la paye 19 (effectif en place au 30 novembre 2012).

SOURCE : MESS - DGARH (2013-01-10)

VALIDATION : MESS - DGARBFM

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 6

Titre :

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2012-2013. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor,
et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 7

Titre :

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Aucun sondage n'a été réalisé.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP8

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Les informations sont incluses dans la fiche RG8 des renseignements généraux.

SOURCE :

Direction adjointe au budget (2012-12-28)

VALIDATION:

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (2012-12-28)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 9

Titre :

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.

La réponse à cette question sera fournie par la Société immobilière du Québec.

SOURCE : Direction des ressources matérielles (2012-12-28)

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (2012-12-28)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 10

Titre

Pour le Ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
- b) les prix remis aux gagnants des concours ou des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Aucun concours, tirage ou remise de prix.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 11

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013.

Il n'y a eu aucune dépense pour des campagnes de publicité et de sensibilisation au cours de 2011-2012 et 2012-2013.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP12

Titre

Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Pour l'année financière 2012-2013, le budget alloué aux subventions discrétionnaires du ministère du Travail est de 375,0 k\$.

Les informations pour la période du 1^{er} avril au 30 novembre 2012 sont jointes à la présente :

a) Ministre

- M ^{me} Lise Thériault	(1 ^{er} avril au 18 septembre 2012)	Annexe A	85 800 \$
- M ^{me} Agnès Maltais	(19 septembre au 30 novembre 2012)	Annexe B	<u>40 000 \$</u>
			<u>125 800 \$</u>

b) Ministère

		Annexe C	<u>15 500 \$</u>
--	--	----------	------------------

SOURCE :

Direction des opérations financières et contractuelles (2012-12-28)

VALIDATION :

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (2012-12-28)

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 18 SEPTEMBRE 2012
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME LISE THÉRIAULT)

RP12-2e groupe
Annexe A

ORGANISME	DATE	MONTANT
Festival de la famille d'Argenteuil 404, rue Lafleur Lachute (Québec)	2012-05-02	500,00 \$
Fondation du Centre de Réadaptation Ubald-Villeneuve 2525, chemin de la Canardière Québec (Québec) G1J 2G3	2012-05-02	200,00 \$
Fondation Paul Gérin-Lajoie pour la Coopération internationale, La 465, rue Saint-Jean, bureau 900 Montréal (Québec) H2Y 2R6	2012-05-02	500,00 \$
Jeunesse au soleil incorporée 4251, rue Saint-Urbain Montréal (Québec) H2W 1V6	2012-05-02	500,00 \$
Semaine irlandaise de Douglastown 28, rue Saint-Patrice Douglastown (Québec) G4X 2Y2	2012-05-02	500,00 \$
Fondation de Polytechnique C.P. 6079, succursale Centre-Ville Montréal (Québec) H3C 3A7	2012-05-03	500,00 \$
Fondation du Centre Jeunesse de Québec 2915, avenue du Bourg-Royal Québec (Québec) G1C 3S2	2012-05-03	2 500,00 \$
Fondation Fabienne Colas [La] 667, rue Victoria Saint-Lambert (Québec) J4P 2J7	2012-05-03	500,00 \$
Fondation Lionel Groulx 261, avenue Bloomfield Outremont (Québec) H2V 3R6	2012-05-03	1 000,00 \$
Ligue des Noirs du Québec 5201, boulevard Décarie Montréal (Québec) H3W 3C2	2012-05-03	500,00 \$
Maison du Bouleau Blanc inc., La 2556, 1 ^{re} Rue Est Amos (Québec) J9T 3A1	2012-05-03	500,00 \$
Tour cycliste de l'Abitibi inc., Le 201, avenue Dallaire, bureau 266 Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4T5	2012-05-03	500,00 \$
Transatlantique Montréal 1336, avenue Valiquette Montréal (Québec) H4H 2E7	2012-05-03	250,00 \$
Traversée Internationale du Lac Memphrémagog [2003] inc., La 757, rue Principale Ouest Magog (Québec) J1X 2B4	2012-05-03	500,00 \$
Femmes, affaires et développement 474, rue Jean-Neveu Longueuil (Québec) J4G 1N8	2012-05-04	1 000,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 18 SEPTEMBRE 2012
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME LISE THÉRIAULT)

ORGANISME	DATE	MONTANT
Aide aux personnes âgées, défavorisées ou handicapées de Laval 2388, 35 ^e Avenue Laval (Québec) H7R 3P4	2012-05-17	500,00 \$
C.A.D.O. Centre Artisanal pour la Déficience-Intellectuelle de l'Outaouais 410, boulevard Maloney Ouest Gatineau (Québec) J8P 6W2	2012-05-17	500,00 \$
Carrefour jeunesse-emploi Chauveau 10995, rue Wilfrid-Caron, bureau 200 Québec (Québec) G2B 2Z8	2012-05-17	500,00 \$
Club optimiste St-Eustache Est inc. 433, rue des Camélias Saint-Eustache (Québec) J7P 5N5	2012-05-17	100,00 \$
Conseil canadien en danse et danse sportive 484, route de la Cité-des-Jeunes Saint-Lazare (Québec) J7T 2A7	2012-05-17	500,00 \$
Conseil québécois des Gais et Lesbiennes [CQGL] C.P. 182, Succursale C Montréal (Québec) H2L 4K1	2012-05-17	100,00 \$
Festiblues international de Montréal 10780, rue Laverdure Montréal (Québec) H3L 2L9	2012-05-17	250,00 \$
Fondation Le Grand Chemin 7070, boulevard Perras Montréal (Québec) H1E 1A4	2012-05-17	500,00 \$
Fondation Madeli-aide 5338, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2J 2M3	2012-05-17	500,00 \$
Fondation Yvon Lamarre 8000, rue Notre-Dame Lachine (Québec) H8R 1H2	2012-05-17	500,00 \$
Maison des jeunes de Duberger 1900, boulevard Père-Lelièvre Québec (Québec) G1P 2W7	2012-05-17	500,00 \$
Prix du duc d'Édimbourg au Canada [division du Québec], Le 4765, 1 ^{re} Avenue, bureau S-90 Québec (Québec) G1H 2T3	2012-05-17	200,00 \$
Fédération de football amateur du Québec 4545, avenue Pierre-de-Coubertin, C. P. 1000 Montréal (Québec) H1V 3R2	2012-05-24	2 500,00 \$
Rencontre Châteauguaise, La 200, boulevard Salaberry Nord Châteauguay (Québec) J6J 4L1	2012-05-31	500,00 \$
Action-Jeunesse de Lac-au-Saumon 219, route Saint-Edmond Lac-au-Saumon (Québec) G0J 1M0	2012-06-01	500,00 \$
Club de Baseball Aigles Junior de Trois-Rivières inc., Le		

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 18 SEPTEMBRE 2012
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME LISE THÉRIAULT)

ORGANISME	DATE	MONTANT
4895, rue Papineau Trois-Rivières (Québec) G8Y 5E7	2012-06-01	500,00 \$
Coupe internationale les enfants jouent pour les enfants, La 3610, boulevard Saint-Charles Kirkland (Québec) H9H 3C3	2012-06-01	1 000,00 \$
Société d'aide au dével. des collectivités du Haut St-Maurice inc. 290, rue Saint-Joseph La Tuque (Québec) G9X 3Z8	2012-06-01	1 000,00 \$
Fondation de la Tolérance, La Bureau 420 180, boul. René-Lévesque Est Montréal (Québec) H2X 1N6	2012-06-11	500,00 \$
Fondation québécoise du Cancer Centre régional et hôtellerie de l'Outaouais Pavillon Michael J. McGivney 555, bd Gatineau (Québec) J8V 3T4	2012-06-11	300,00 \$
Services sociaux helléniques du Québec 5777, avenue Wilderton Montréal (Québec) H3S 2V7	2012-06-11	200,00 \$
Université Laval Faculté de droit Pavillon Charles-de-Koninck 1030, avenue des Sciences-Humain Québec (Québec) G1V 0A6	2012-06-11	1 000,00 \$
Centre africain de développement et d'entraide inc. 2390, rue Ryde, bureau 202 Montréal (Québec) H3K 1R6	2012-06-14	500,00 \$
Festival Forestier de Shipshaw 3760, route Saint-Léonard Shipshaw (Québec) G7P 1G9	2012-06-14	500,00 \$
Institut pacifique 2901, boulevard Gouin Est Montréal (Québec) H2B 1Y3	2012-06-14	500,00 \$
Pavillon Larocque [Hull], Le 125, rue Berri Gatineau (Québec) J8Y 4H9	2012-06-14	300,00 \$
Tournoi de golf Marie-Ève Allard 5835, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1N 1B3	2012-06-14	2 500,00 \$
Alliance québ. regroup. région. pour l'intégration pers. handicap. 1173, boulevard Charest Ouest, bureau 312 Québec (Québec) G1N 2C9	2012-07-05	2 500,00 \$
Amélie & Frédéric [service d'entraide] 1947, boulevard Bastien Québec (Québec) G2B 1C3	2012-07-05	500,00 \$
Ass. athlétique et sociale Hull Volant inc. 161, rue Notre-Dame de l'Île Gatineau (Québec) J8X 3T2	2012-07-05	200,00 \$
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc. C.P. 8570, Succursale Sainte-Foy	2012-07-05	200,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 18 SEPTEMBRE 2012
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME LISE THÉRIAULT)

RP12-2e groupe
Annexe A

ORGANISME	DATE	MONTANT
Québec (Québec) G1H 4N5		
Assoc. des établissements réadaptation déficience phys. Québec 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 430 Montréal (Québec) H3A 3C8	2012-07-05	500,00 \$
Association culturelle haïtienne "La Perle Retrouvée" 7655, 20 ^e Avenue Montréal (Québec) H2A 2K8	2012-07-05	250,00 \$
Ass. pour le soutien et l'usage de la langue française [ASULF] 5000, boulevard des Gradins, bureau 125 Québec (Québec) G2J 1N3	2012-07-05	250,00 \$
Centre Almage communautaire - pour personnes âgées 8680, Hochelaga Montréal (Québec) H1L 2M6	2012-07-05	1 500,00 \$
Centre de formation en entreprise et récupération de Rocher Percé 89, boulevard René-Lévesque, C.P. 1030 Chandler (Québec) G0C 1K0	2012-07-05	500,00 \$
Centre Humanitaire d'Organisation de Ressources Références d'Anjou 6551, rue Azilda Anjou (Québec) H1K 2Z8	2012-07-05	2 000,00 \$
Centre Naha 5995, rue Hochelaga Montréal (Québec) H1N 1X3	2012-07-05	600,00 \$
Centre signes d'espoir 4155, 4 ^e Avenue Ouest Québec (Québec) G1H 7A6	2012-07-05	500,00 \$
Club d'âge d'or Parc Delorme 6334, rue Belleau Saint-Léonard (Québec) H1P 1A6	2012-07-05	500,00 \$
Communauté Sépharade unifiée du Québec 1, carré Cummings, bureau 216 Montréal (Québec) H3W 1M6	2012-07-05	500,00 \$
Communautaire 65, de Castelnau Ouest, bureau 202 Montréal (Québec) H2R 2W3	2012-07-05	500,00 \$
Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec 8370, boulevard Lacordaire, suite 302 Montréal (Québec) H1R 3Y6	2012-07-05	500,00 \$
Conseil québécois des Gais et Lesbiennes [COGL] C.P. 182, Succursale C Montréal (Québec) H2L 4K1	2012-07-05	100,00 \$
Diffusion Sainte-Adèle 109, chemin du Golf Sainte-Adèle (Québec) J3B 3B8	2012-07-05	500,00 \$
Été jeunesse Gaspé 262, montée Wakeham Gaspé (Québec)	2012-07-05	500,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 18 SEPTEMBRE 2012
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME LISE THÉRIAULT)

RP12-2e groupe
Annexe A

ORGANISME	DATE	MONTANT
G4X 1V4		
Fondation Centre de cancérologie Charles-Bruneau 4515, rue Rouen Montréal (Québec) H1V 1H1	2012-07-05	500,00 \$
Fondation de l'école Peter Hall, La 840, boulevard de la Côte-Vertu Saint-Laurent (Québec) H4L 1Y4	2012-07-05	500,00 \$
Fondation de l'hôpital Louis-H- Lafontaine 7401, rue Hochelaga Montréal (Québec) H1N 3M5	2012-07-05	1 000,00 \$
Fondation des maladies du coeur du Québec 1434, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 500 Montréal (Québec) H3G 1R4	2012-07-05	300,00 \$
Fondation du CSSS de la Pointe-de-l'Île 9503, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1L 6P2	2012-07-05	3 000,00 \$
Fondation Enfance et Jeunesse du Saguenay-Lac-St-Jean 1109, avenue Bégin Chicoutimi (Québec) G7H 4P1	2012-07-05	500,00 \$
Fondation Marie-Ève Saulnier 3925, boulevard Grande-Allée, bureau 102 Saint-Hubert (Québec) J4T 2V8	2012-07-05	2 500,00 \$
Fondation Opti-Vie inc. 791, de la Commune Est, # 512 Montréal (Québec) H2Y 4A2	2012-07-05	2 500,00 \$
Gala Noir et Blanc Au-Delà du Racisme C.P. 145 Succursale Snodown Montréal (Québec) H3X 3T4	2012-07-05	1 500,00 \$
Infologis de l'Est de l'Île de Montréal 2532, rue des Ormeaux Montréal (Québec) H11 4X5	2012-07-05	1 000,00 \$
Institut de Coopération pour l'éducation des adultes ICÉA 44, avenue du Mont-Royal Ouest, bureau 303 Québec (Québec) H2T 2S6	2012-07-05	500,00 \$
Parlement Jeunesse du Québec Case postale 32165 Succursale St-André Montréal (Québec) H2L 4Y5	2012-07-05	500,00 \$
Point de rue 337, rue Laurier, C.P. 51 Trois-Rivières (Québec) G9A 5E3	2012-07-05	1 000,00 \$
Projet de Prévention des Toxicomanies: Cumulus C.P. 581, Succursale Lachine Lachine (Québec) H8S 4A9	2012-07-05	500,00 \$
Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec 1751, rue Richardson, bureau 6.107 Montréal (Québec) H3K 1G6	2012-07-05	500,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 18 SEPTEMBRE 2012
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME LISE THÉRIAULT)

ORGANISME	DATE	MONTANT
Revivre 5140, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2J 2Y3	2012-07-05	250,00 \$
R.O.C.H.A. [Regr. organismes communautaires & humanitaires d'Anjou] 7025, avenue Rondeau, bureau 100 Anjou (Québec) H1K 4Z1	2012-07-05	1 500,00 \$
Rue des femmes de Montréal, La 1050, rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H2Z 1L7	2012-07-05	500,00 \$
Service bénévole d'entraide Anjou inc. 7800, rue Châteauneuf Montréal (Québec) H1K 4J4	2012-07-05	1 500,00 \$
Service d'aide communautaire Anjou inc. 6497, Azilda Montréal (Québec) H1K 2Z8	2012-07-05	2 500,00 \$
Société canadienne de la sclérose en plaques [division du Québec] 550, rue Sherbrooke Ouest Tour Est, bureau 1010 Montréal (Québec) H3A 1B9	2012-07-05	500,00 \$
Société de Sauvetage du Québec 4545, rue Pierre-de-Coubertin C.P. 1000, Succursale M Montréal (Québec) H1V 3R2	2012-07-05	250,00 \$
Vélo Sécur 7700-1 boulevard Henri-Bourassa Québec (Québec) G1H 3G2	2012-07-05	1 000,00 \$
Aide aux travailleurs accidentés, ATA 136, Gaspé Est Saint-Jean-Port-Joli (Québec) G0R 3G0	2012-07-18	500,00 \$
Arts Carnavalement, Les 5445, avenue de Gaspé, C.P. 104, local 1018 Montréal (Québec) H2T 3B2	2012-07-18	5 000,00 \$
Association des industriels d'Anjou 7701, boulevard Louis-H. LaFontaine, 2e étage Anjou (Québec) H1K 4B9	2012-07-18	1 000,00 \$
Chez Nous des Artistes inc. 6055, rue Beaubien Est Montréal (Québec) H1M 3M5	2012-07-18	3 000,00 \$
Scouts marins du Grand Montréal 12299, avenue Salk Montréal (Québec) H1G 4Z5	2012-07-18	1 500,00 \$
Gris-Montréal C.P. 476, Succursale C Montréal (Québec) H2L 4K4	2012-07-31	500,00 \$
Corporation du Moot scout 2013 7331, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2R 2E5	2012-08-03	1 000,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 18 SEPTEMBRE 2012
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME LISE THÉRIAULT)

ORGANISME	DATE	MONTANT
Fondation des étoiles Bureau 317 300, Berge-du-Canal Lachine (Québec) H8R 1H3	2012-08-03	2 000,00 \$
Fondation Serge Marzil 175A, rue Victoria Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 1A6	2012-08-03	1 000,00 \$
Service d'aide communautaire Anjou inc. 6497, Azilda Montréal (Québec) H1K 2Z8	2012-08-03	2 500,00 \$
Fondation Sokavim 10710, avenue Hamelin Montréal (Québec) H2B 2G1	2012-09-07	1 000,00 \$
Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc. 987, rue Côté, 4e étage Montréal (Québec) H2Z 1L1	2012-09-07	500,00 \$
Logis Rose-Virginie, Les C.P. 332 Saint-Bruno (Québec) J3V 5G8	2012-09-12	2 500,00 \$

Total: 85 800,00 \$

RP12-2e groupe
Annexe B

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 19 SEPTEMBRE 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MADAME AGNÈS MALTAIS)

ORGANISME	DATE	MONTANT
ATSA 4430, rue Drolet Montréal (Québec) H2W 2L8	2012-11-06	1 000,00 \$
Centre de Crise de Québec 1380A, boulevard René-Lévesque Ouest Québec (Québec) G1S 1W6	2012-11-06	5 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Drummond inc. 255, rue Brock, bureau 131 Drummondville (Québec) J2C 1M5	2012-11-06	5 000,00 \$
Gigogne inc., La C.P. 274 Matane (Québec) G4W 3N2	2012-11-06	10 000,00 \$
Maison de soins palliatifs du Littoral 107, rue Saint-Louis Lévis (Québec) G6V 4G9	2012-11-06	5 000,00 \$
Soccer Québec-Centre 1-1082, rue Père-Marquette Québec (Québec) G1S 2B2	2012-11-06	2 000,00 \$
Centre de la Petite Enfance Passepoil inc. (CPE) 265, boulevard René-Lévesque Ouest Québec (Québec) G1R 2A7	2012-11-27	10 000,00 \$
Club de hockey Frontenac de Québec, Le 6258, rue Alban-Rossignol Québec (Québec) G3E 1L5	2012-11-27	1 000,00 \$
Projet P.A.L. inc. 861, rue de l'Église Verdun (Québec) H4G 2N3	2012-11-27	1 000,00 \$

Total : 40 000,00 \$

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012
MINISTÈRE DU TRAVAIL
(MINISTÈRE)

RP12-2e groupe
Annexe C

ORGANISME	DATE	MONTANT
Bas de l'échelle inc., Au 6839A, rue Drolet, bureau 305 Montréal (Québec) H2S 2T1	2012-06-13	8 000,00 \$
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés 1200, avenue McGill College, bureau 1400 Montréal (Québec) H3B 4G7	2012-06-13	7 500,00 \$

Total : 15 500,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP 13

Pour les conflits de travail recensés au Québec par le Ministère du Travail, fournir pour les années 2011-2012 et 2012-2013 les données suivantes :

- le nombre de conflits de travail;
- la durée moyenne de ces conflits ;
- le nombre de demandes de médiation ;
- le nombre de médiateurs nommés par le ministère;
- les antécédents de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical);
- l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre);
- les coûts engendrés par ces demandes de médiation.

	2011-2012	2012-2013*
a) Nombre d'arrêts de travail (conflits) <i>Le deuxième nombre inclut les dossiers de compétence fédérale.</i>	62/65	50/52
b) Durée moyenne de ces arrêts de travail (conflits)	44,8 jours ouvrables 61,5 jours calendrier	30,5 jours ouvrables 41,2 jours calendrier
c) Nombre de demandes de médiation-conciliation <i>La conciliation est volontaire depuis 1977, la nomination est faite sur demande d'une partie.</i>	60	48
d) Nombre de médiateurs-conciliateurs nommés par le Ministère <i>Ces nominations ont permis de prendre en charge la totalité des demandes.</i>	21	21

e) Antécédents professionnels des médiateurs en %

Année	Syndical	Patronal	Autres
2011-2012	40 %	40 %	20 %
2012-2013*	35 %	41 %	24 %

f) Initiateur de la demande de médiation

Année	Syndical	Patronal	Demande conjointe ou nomination du Ministère
2011-2012	33	26	1
2012-2013*	28	18	2

g) Les coûts engendrés par ces demandes de médiation

Inclus dans les dépenses globales de la Direction générale des relations du travail.

* Données préliminaires 2012-2013 (1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012).

SOURCE : SMART

VALIDATION: 21-01-2013

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 21

Titre

Concernant les avis émis par le ministère du Travail, pour les années 2011-2012 et 2012-2013, fournir les données suivantes :

- la liste de tous les avis de non-conformité qui ne respectent pas la loi.

Le ministère du Travail n'émet pas d'avis de non-conformité.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2013-01-15)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 22

Titre

Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2012-2013 en incluant les coûts et les appels d'offres.

Aucune recherche n'a été commandée.

SOURCE : Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail (2013-01-19)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 23

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) et copie des avis transmis au cours des deux dernières années en indiquant l'état des travaux en cours.

Pour l'exercice financier 2011-2012 :

Avis sur la ratification de la Convention no 144 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail

Avis sur la nomination du président ou de la présidente à la Commission des lésions professionnelles

Avis sur la nomination du vice-président ou de la vice-présidente à la Commission des lésions professionnelles

Lettre transmise relativement à la demande d'avis sur une proposition d'encadrement du secteur des agences de placement temporaire

Avis sur les dispositions de la Loi sur les normes du travail (LNT) relatives au harcèlement psychologique (1^{er} volet)

Pour l'exercice financier 2012-2013 :

Aucun avis

Avis en cours :

Poursuite des travaux pour la production d'un avis sur les dispositions de la Loi sur les normes du travail (LNT) relatives au harcèlement psychologique (volet 2).

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 24

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et celle en cours.

Pour l'exercice 2011-2012 :

Avis sur le processus de consultation à l'égard de la nomination de commissaires à la Commission des lésions professionnelles.

Pour l'exercice 2012-2013 :

Aucun avis pour cet exercice et aucun avis en cours.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 25

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.

2011-2012

Plaintes traitées : 12

Décisions rendues : 9

Cas en délibéré : 3

.....

2012-2013

Plaintes traitées : 6

Décisions rendues : 3

Cas en délibéré : 3

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

de fiche : RP 26

Titre

Détails sur les comptes de dépenses, incluant la date, le montant de la dépense, et la nature de la dépense, de tous les membres du cabinet du Ministre, pour 2012-2013.

Du 1^{er} avril 2012 au 18 septembre 2012

Dépenses de fonction : 1 345 \$

Du 19 septembre 2012 au 30 novembre 2012

Dépenses de fonction : 0 \$

SOURCE :

Direction des opérations financières et contractuelles (2012-12-28)

VALIDATION :

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (2012-12-28)